

ILS DÉCIDENT. VOUS VOTEZ !

La réforme récente de l'imposition des plus-values immobilières va avoir des conséquences beaucoup plus graves que celles imaginées par le Gouvernement, qui a cru dans la précipitation pouvoir mettre en œuvre une réforme facile et d'un bon rendement.

Décourager les particuliers qui investissent dans l'immobilier est un pari risqué :

- ▶ ils sont quasiment les seuls, les investisseurs institutionnels (sociétés immobilières, assurances) s'étant retiré du marché résidentiel ;
- ▶ le secteur de la construction et de la rénovation est très sensible et emploie un grand nombre de salariés ;
- ▶ la chute prévisible du nombre de transactions diminuera les recettes de l'Etat (plus-values) et des collectivités territoriales (droits d'enregistrement), et renforcera durablement les crises du logement.

Et surtout, une crise de confiance apparaît, devant l'injustice et la brutalité d'une telle réforme. La plus-value qui était exonérée après 15 ans de détention compensait jusqu'à présent un rendement locatif après impôts très faible, et permettait aux propriétaires qui avaient épargné de réinvestir, d'améliorer leur retraite, et de trouver une juste récompense à leur effort, souvent celui d'une vie. Ils vivent ceci comme une trahison.

La réforme contredit aussi tous les discours officiels sur une nécessaire convergence fiscale franco-allemande, alors que la fiscalité du patrimoine est beaucoup moins élevée en Allemagne que dans notre pays, avec notamment, concernant les plus-values immobilières, une durée d'exonération de 10 ans au lieu de 30 ans en France.

Les très nombreux propriétaires en France n'oublieront pas qu'ils supportent, avec les multiples impôts qu'ils payent déjà, l'essentiel de l'effort du redressement de nos finances publiques, sans que la solution d'une réduction drastique des dépenses publiques, la seule pourtant efficace, ne soit réellement mise en œuvre.

UNPI

UNION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Soutenez notre action. www.unpi.org